

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen

ITALIE

Riace: un modèle qui dérange

«Riace: ville de l'accueil et de l'humanité». Ce sont les mots écrits sur le panneau de bienvenue qui accueille dans le village notre petite délégation. Ce n'est pas la première fois que nous venons ici et que nous racontons l'histoire de ce petit bourg de la Calabre profonde, qui est devenu dans toute l'Europe le symbole de l'ouverture, de la solidarité et de l'accueil envers les migrants.

Dans le climat de fermeture et de déshumanisation que nous connaissons partout en Europe en rapport au «problème migratoire», où les ONG sont obligées de suspendre les sauvetages en mer et l'Italie renvoie les migrants vers les camps de torture libyens ou les laisse mourir comme des esclaves dans les champs de tomates et d'agrumes dans le sud du pays, l'histoire de ce petit village vaut la peine d'être racontée mille fois. Elle est la preuve qu'il est possible d'ouvrir des brèches dans les murs de la «forteresse Europe», et surtout, qu'un autre accueil, un accueil humain, est possible. Aujourd'hui, cela devient une urgence car ce modèle et le message qu'il véhicule risquent de disparaître sous les coups d'une politique de plus en plus raciste et dangereuse.

Dépeuplé à cause de l'émigration massive, Riace a échappé à une lente et inexorable disparition, destin de nombreuses communes dans ce terroir difficile, grâce à son ouverture aux migrants. Lors des premiers débarquements de réfugiés en 1998 sur les côtes en bas du village, un accueil chaleureux et spontané de la part des habitant·es s'est tout de suite mis en place pour répondre à l'urgence. A Riace, on se rappelle très bien ce que signifie «partir», être déraciné et débarquer sans moyens sur une terre inconnue où les gens parlent une langue incompréhensible. Ici, presque chaque famille a une histoire semblable, une blessure due au départ d'un être cher vers le nord de l'Europe ou le nord de l'Italie. C'est cette mémoire-là qui a inspiré à Domenico Lucano et à une poignée d'autres jeunes du vil-

lage l'idée que les maisons abandonnées par les Italiens émigrés pouvaient être reconstruites et mises à disposition des migrants échoués sur leurs côtes. Et aussi l'idée qu'il était possible de relancer des activités agricoles et artisanales sur ces terres à l'abandon pour qu'ils puissent en vivre, et faire revivre ce village vieillissant qui se dépeuplait inexorablement. Une formule simple et géniale: transformer en positif ce qui, partout ailleurs, était considéré comme un problème. Ainsi est née l'association «Città futura» (la ville de l'avenir) qui a développé, outre l'accueil des migrants, un ré-



Kcho, Pour oublier la peur, 1999

seau de tourisme alternatif et la création de petits ateliers artisanaux.

Celui qui paraissait être un rêveur sans espoir, Domenico «Mimmo» Lucano, effectue aujourd'hui son troisième mandat comme maire du village. Il a gagné beaucoup de prix partout en Europe en reconnaissance de son engagement auprès des réfugiés. Riace, inscrit dans un programme gouvernemental d'aide aux réfugiés (SPRAR)¹ est devenu un modèle d'accueil connu dans le monde entier, grâce aussi aux livres et aux films qui ont été écrits et tournés ici, dont le plus connu est celui de Wim Wenders, «Le vol», mais aussi grâce au passage d'une multitude de personnes de tous les coins du monde, venus voir de leurs propres yeux cette expérience extraordinaire. Presque la moitié des habitants du vieux bourg sont des réfugiés (beaucoup de femmes avec des enfants), certains y séjournent temporairement dans le cadre du programme SPRAR ou CAS², en attendant de l'asile, tandis que d'autres ont décidé de rester vivre ici. Parce qu'il y a bien une différence entre Riace et d'autres structures semblables: l'accueil ne se limite pas à son aspect bureaucratique. Quand les formulaires sont remplis et que la personne cesse d'être prise en charge par le programme gouvernemental, on ne l'abandonne pas à son destin. Domenico refuse de se plier à cette froide logique. Ceux ou celles qui ne s'en sortent pas peuvent revenir au village. On essaiera de trouver des solutions ensemble.

Ici, chacun possède sa maison dans les ruelles pentues du vieux bourg qui résonnent des cris des enfants qui jouent ensemble. Les écoles, les magasins et les bistrotts sont ouverts et ceci grâce, encore une fois, à la géniale trouvaille du maire qui

a créé une monnaie locale alternative. Cette monnaie aux effigies de personnages tels que Che Guevara, Mandela, Pasolini, Ghandi et d'autres figures emblématiques de l'Histoire, est valable seulement à l'in-

térieur du village et seulement pour les réfugiés inscrits dans le cadre du SPRAR. Elle est convertie deux fois dans l'année en euros par les subventions d'Etat. Ce système permet aux migrants d'acheter eux-mêmes la nourriture qu'ils préfèrent, tout en faisant vivre les petits commerces. La cohabitation n'est pas à l'abri de petites querelles villageoises, mais elle est paisible. Domenico, avec l'humilité qui le distingue depuis toujours, définit Riace comme l'«Utopie de la normalité». Pour lui, s'ouvrir aux autres, apprendre à se connaître et vivre ensemble sans murs et sans barbelés, qu'ils soient physiques ou mentaux, fait partie d'une normalité que le monde est aujourd'hui en train d'oublier. Nous arrivons à Riace le 9 août, alertés par des articles de presse peu rassurants; Domenico, ainsi que plusieurs femmes migrantes et d'autres collaborateurs, sont au septième jour d'une grève de la faim. Les fonds, déjà assignés dans le cadre du programme institutionnel d'aide aux réfugiés, n'arrivent plus depuis des mois et les excuses apportées sont absurdes. Riace est en outre exclu du programme SPRAR pour l'année 2018 et cela sans aucun préavis³. Le village est paralysé, incrédule et soumis à une inévitable tension.

165 personnes dont 50 enfants risquent de se trouver à la rue. La

dette accumulée envers les commerçants est énorme. Les opérateurs du projet SPRAR à Riace, dont beaucoup sont des personnes migrantes (notamment des femmes) décidées à s'installer et travailler dans le village, ne perçoivent plus de salaire depuis 10 mois. La préfecture décline toute responsabilité et tout rendez-vous explicatif, en prétendant que le versement de ces fonds dépend désormais directement du ministère de l'Intérieur. «De la poêle à la braise», comme on dit en Italie.

Le soir de notre arrivée, après une petite réunion, la grève de la faim est partiellement suspendue. La préfecture a enfin accepté de recevoir le maire et plusieurs femmes ont eu des malaises dus à leur faiblesse. La grève continuera mais à tour de rôle, quelques personnes par jour. La protestation et la présence permanente sur la place du village perdureront jusqu'au dénouement de la situation.

Domenico Lucano est épuisé: par la grève de la faim, certes, mais aussi par la volte-face des institutions, les attaques contre sa propre personne afin de le discréditer, les politiques racistes et xénophobes qui s'enracinent de plus en plus en Italie, la conscience lucide d'être arrivé à un point de non-retour qui risque d'enrayer d'un coup de gomme vingt années d'efforts et son modèle d'accueil. Cette ambiance déteint aussi sur le village et ravive de vieilles querelles.

Il a accroché son écharpe tricolore à un clou sur le mur de la place. Il a signé son communiqué «un maire rebelle», mais il continue à se battre. Il sait pertinemment qu'il n'y a plus grand-chose à attendre d'un gouvernement qui vire vers

l'extrême droite et d'un ministre de l'Intérieur xénophobe qui s'adresse à lui en le définissant comme «un zéro». Il sait que ce n'est pas un hasard si toutes ces attaques sont adressées contre son village, qui incarne un symbole trop dérangeant pour ceux qui refusent la solidarité jusqu'aux premiers secours en mer, qui ferment les ports, qui prônent l'externalisation des frontières, qui demandent un recensement des Rroms pour mieux pouvoir les expulser et fabriquent des lois pour que la légitime défense, *alias* la justice sommaire, ne soit pas condamnable.

Domenico Lucano cherche donc des solutions pour que le modèle de Riace puisse continuer d'exister en dehors du programme de subventions institutionnelles qui, même s'il soldera «peut-être» la dette de l'année passée, finira bien, tôt ou tard, par se tarir.

Durant notre séjour à Riace, nous avons pu constater que Domenico n'est pas seul, loin de là. Sur la place du village que lui-même définit comme «son nouveau bureau», la solidarité nationale et internationale n'ont pas cessé de se manifester: les maires de Naples et Barcelone sont venus exprimer tout leur soutien, ainsi que beaucoup d'autres personnalités italiennes et étrangères, membres d'ONG, associations diverses, journalistes de toutes provenances et une multitude de personnes qui se rendent à Riace seulement pour dire «merci d'exister». Les maires de Palerme et de Genève ont aussi exprimé leur solidarité et leur soutien. Le réseau des communes solidaires RECOSOL a lancé une campagne de financement en soutien à Riace tandis qu'une pétition circule sur Internet en demandant que le village de Riace soit inclus au patrimoine culturel immatériel de l'Humanité par l'UNESCO.

Nous, le FCE, qui avons soutenu cette expérience depuis ses débuts, restons en contact avec Domenico Lucano et réfléchissons avec lui pour trouver des solutions concrètes pour soutenir Riace dans ce moment crucial.

Il faudra un effort de nous tous pour que le modèle de Riace puisse perdurer et demeurer un exemple de solidarité et d'humanité. Il s'agit d'un défi politique symbolique pour toute l'Europe et pour chacun. Nous vous tiendrons au courant...

Barbara, Valentina, Hannes, Marco et Rajko, FCE France et Suisse, délégation sur place.

1. SPRAR: système de protection pour demandeur·ses d'asile et réfugié·es. Pour chaque réfugié·e il y a une subvention de 35 euros par jour.
2. Centres d'accueil extraordinaires.
3. Pour plus de détails, voir l'encadré ci-contre avec la déclaration du maire.

Communiqué du Maire de Riace:

«Je proteste. Contre les injustices que notre communauté d'accueil est en train de subir depuis deux ans. Riace a été exclu du remboursement du solde juillet – décembre 2017 (env. 650.000 euros) et notre village ne compte plus parmi les bénéficiaires du financement du premier semestre 2018, et cela malgré le fait que toutes les activités aient eu lieu normalement. Aucune communication nous prévenant de l'arrêt du financement ne nous est jamais parvenue. Nous avons donc accumulé une dette énorme avec les opérateurs, les fournisseurs et les réfugiés. (...) Depuis septembre 2016, le préfet de Reggio Calabria a refusé et refuse encore sous des prétextes absurdes de nous rembourser la dette accumulée. Nous sommes en train d'atteindre le point de non-retour. Si on ne nous verse pas les sommes promises et assignées, l'expérience de Riace prendra fin. 165 migrant·es, dont 50 enfants, seront mis à la rue. 80 opérateurs ainsi que les commerces du village qui ont fourni les biens de première nécessité ne seront pas remboursés. L'économie de toute la communauté et ce modèle d'accueil et d'intégration unique au monde croulera sous un tas de gravats.»

Domenico Lucano, un maire rebelle

ZONES A DEFENDRE

Délégation internationale sur le massif de Svydovets

Les 19 et 20 juin 2018, pour la première fois, une délégation internationale s'est rendue dans la région des Carpates ukrainiennes pour visiter le massif menacé par le projet gigantesque de station de ski et rencontrer le groupe «Free Svydovets»*, qui mène la contestation contre cette aberration.

La tension dans la zone est tout de suite devenue palpable quand l'itinéraire de visite a dû être modifié au dernier moment en raison de l'éventualité de blocages routiers perpétrés par des habitants travaillant dans l'industrie forestière. Il faut comprendre que deux problèmes sont imbriqués, l'un concernant directement le projet touristique, l'autre impliquant l'exploitation forestière illégale très répandue dans la zone. Plutôt que de décaler notre visite à Lophukovo, l'un des trois villages les plus proches du projet et haut lieu de l'abatage illégal, nous avons voyagé trois heures durant pour contourner le massif puis sommes montés en bus 4x4 sur une route raide et pleine de nids de poule jusqu'au sommet de la station de ski de Dragograd. De là, nous avons continué sur les pentes herbeuses jusqu'au cœur du projet.

Nous étions en tout 18 participants, dont la moitié de trois pays européens (Autriche, France et Suisse). L'autre moitié était composée d'experts ukrainiens et d'ONG membres du groupe «Free Svydovets», porteurs d'un impressionnant niveau de compétences et d'information dans plusieurs aspects clés: botanique, ornithologie, écosystème et gestion de la forêt, écologie, risques d'avalanches, conservation et protection de la nature...

Nous avons été frappés par la beau-

té extraordinaire de cet immense massif qui s'étend en un moutonnement de sommets à l'infini, avec des troupeaux de vaches, de moutons ou de chevaux, des versants et des vallées couvertes d'épicéas et de hêtres en-dessous de la limite des arbres. Il semble inconcevable que quelqu'un puisse installer sur ces hauteurs l'équivalent d'une ville de taille moyenne capable d'accueillir 28.000 visiteurs et 5.000 employés, que le magnifique cirque s'étendant devant nous devienne le centre de la station avec des dizaines d'hôtels, de remontées mécaniques et de pistes créant autant de saignées dans la forêt. Quelques kilomètres plus loin, nous avons aperçu un petit hameau de cabanes de bergers, supposé devenir le site de construction d'un hôtel. En tout, la station devrait compter 60 hôtels, 300 appartements et 230 km de pistes...

Les experts ukrainiens ont expliqué que de vastes étendues du massif de Svydovets jouissent d'un certain niveau de protection, étant incluses dans des réserves naturelles ou dans la biosphère des Carpates, mais que la zone que nous visitons n'avait jamais été intégrée à la réserve, pour des raisons incompréhensibles. Ils ont souligné les conséquences négatives du développement planifié, trop nombreuses pour être détaillées ici. Nous en donnerons seulement deux exemples.

Archipel

**Mensuel bilingue (F/D)
édité par le
Forum Civique Européen**

Septembre 2018 - No 273

Prix du N°: 4 euros/7FrS
Abonnement annuel: 40 euros/60FrS
Commission paritaire N° AS 75136
ISSN 1247-8490

Directrices de Publication:
Joëlle Meunier, Constanze Warta
Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich

Forum Civique Européen
Association loi de 1901
www.forumcivique.org

France:
St Hippolyte, F-04300 Limans
Tél.: 33 (0)4 92 73 05 98
fce_archipel@orange.fr

Suisse:
Boîte Postale 1848 CH-4001 Bâle
Tél.: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Autriche:
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/ •elezna Kapla
Tél.: 43 (0)42 38/87 05
austria@civic-forum.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél.: 49 (0) 39959 23881
ulenkru@t-online.de

Ukraine:
vul. Borkanyuka 95
UA-90440 Nijné Sélichthché, Zakarpatia
ua@forumcivique.org

Épuisement de l'eau et de la forêt

L'un des secteurs clés est celui de l'eau. La station de ski serait paradoxalement confrontée à deux problèmes, celui du manque d'eau et en même temps du déversement d'eau en trop grandes quantités. Le projet nécessiterait un énorme approvisionnement en eau, pour les hôtels et les restaurants, mais aussi pour la fabrication de neige artificielle afin de prolonger la saison de ski. C'est pourquoi les promoteurs projettent de créer de grands réservoirs en haut du massif. Ceci aurait un effet considérable sur l'écosystème. L'eau retenue dans des lacs artificiels n'a pas les mêmes propriétés que l'eau de pluie ou la neige et pourrait altérer la composition des plantes dans les zones où la neige artificielle est utilisée. En même temps, les coupes rases destinées à débayer le terrain nécessaire pour la construction de la station et le bétonnage de grandes surfaces provoqueraient une sérieuse érosion et des risques de crues subites.

Les participants ukrainiens ont aussi expliqué que le projet devrait affecter les quelques dernières centaines de mètres de forêt situées juste en-dessous de la limite des arbres qui seraient au moins partiellement abattus pour la première fois depuis des siècles. Ces versants ont été protégés par tous les régimes précédents, y compris ceux de l'Empire austro-hongrois et de l'Union soviétique.

Des appels sans réponse

Le lendemain, la délégation a donné une conférence de presse suivie par plusieurs journalistes de la presse écrite locale, régionale et nationale, ainsi que des médias de l'audiovisuel. Les participants internationaux ont rapporté qu'ils avaient écrit des mois auparavant au président Porochenko et aux ministères concernés, sans recevoir de réponse. Ils ont rappelé les préoccupations exprimées dans ces lettres, préoccupations totalement confirmées par leur visite de la veille au massif. Ils ont fortement critiqué le processus anti-démocratique par lequel les autorités locales ont autorisé le changement nécessaire pour l'utilisation de la terre, le manque d'une information claire de la population locale concernant le projet et ses impacts potentiels, et l'absence totale de transparence quant à l'identité des promoteurs et des investisseurs. Ils ont insisté sur leur entière compréhension de la nécessité d'un développement économique dans cette région qui souffre d'une pauvreté endémique et d'une émigration à la recherche d'emplois. Cependant ils ont fortement contesté le modèle choisi, un méga-projet



Andy Warhol, Vorlage für den Sonntagsmaler (Landschaft), 1962

aux mains de quelques promoteurs, sans avenir à long terme. Ils ont rappelé qu'en Suisse et en Autriche, pratiquement toutes les stations de ski situées en-dessous de 2000 mètres sont confrontées à des problèmes chroniques dus au changement climatique et au manque de neige toujours plus important. Le point le plus haut du massif de Svydovets est à 1881 mètres.

Les autorités ukrainiennes ne semblent pas comprendre la valeur d'une telle chaîne montagneuse qui pourrait constituer la base d'un tourisme doux basé sur la randonnée et la découverte des magnifiques richesses naturelles du mas-

sif. Pour les habitants de la zone, cette forme de tourisme serait une source de revenus dans l'accueil et la prestation de services aux visiteurs. Cette forme de tourisme écologique aurait un avenir à long terme, sans impact majeur sur le massif.

Après les interventions des participants internationaux, deux des membres ukrainiens de notre expédition ont ajouté leurs points de vue. Bogdan Prots a rappelé les prérogatives de WWF Ukraine qui a un programme pour «le soutien des zones naturelles protégées en Ukraine». Sergei Voychenko, un avocat réputé de Kiev, a expliqué

Rapport accablant sur la déforestation illégale en Ukraine

Publié en juillet 2018 par l'ONG britannique «EarthSight», le rapport «Complicité en Corruption» est un acte d'accusation féroce, d'une part, contre le service forestier étatique en Ukraine, gangrené par la corruption, qui est entrain de faciliter des coupes illégales à une vaste échelle¹, et d'autre part contre de nombreuses grandes entreprises européennes de la filière bois² qui achètent celui-ci en connaissance de cause.

70% des exportations ukrainiennes de bois sont destinées à l'Union européenne. L'Ukraine est de loin de plus grand fournisseur de «bois à haut risque», c'est-à-dire du bois coupé illégalement, à l'UE – il dépasse tous les pays tropicaux d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie du Sud-Est réunis.

Ce rapport a eu un impact considérable en Ukraine. Le 18 juillet, quatre jours après sa publication, le Premier ministre a annoncé des mesures sévères contre la déforestation illégale et a appelé l'UE à le soutenir dans ce domaine. Le 24 juillet, la presse a annoncé que le chef national des forestiers d'Etat s'était mis en congé maladie pour éviter l'enquête du procureur national suite aux accusations de corruption portées par EarthSight. Le rapport en anglais de 64 pages est disponible sur le site: www.earthSight.org.uk

1. Notamment dans les Carpates

2. Entre autres, Schweighofer, Egger, Swiss-Krono, Kronospan, International Paper... Leurs produits sont vendus dans les magasins d'Ikea, Leroy Merlin, Castorama...

les arguments qu'il a l'intention d'utiliser pour la prochaine audience à la Cour suprême.

Au début de la partie suivante de la conférence consacrée aux questions des journalistes, nous avons été surpris par l'intervention d'Ivan Fabritsi, président du conseil du district de Tyachevo, présent dans le public. Dans un long discours il a défendu le projet, expliquant qu'il était vital pour la région et pour la création d'emplois. Interrogé à plusieurs reprises sur sa connaissance des promoteurs et des investisseurs qui sont derrière ce projet de station de ski, il a répondu avec insistance qu'il l'ignorait. Confronté à la question de savoir comment il pouvait affirmer que le projet n'aurait pas de conséquences négatives, sans connaître les responsables de son implantation, il a accusé les questionneurs de bloquer tout progrès économique.

Son attitude est bien résumée dans un texte présent sur le site internet de la préfecture. Durant le forum international sur le développement local à Trouskavets (région de Lviv), il a déclaré que «la forêt est un phénomène temporaire. Considérant le rythme accéléré des coupes de bois, il n'y en aura bientôt plus. C'est pourquoi la construction d'une station de ski est une perspective positive pour nous».

Le lendemain de la conférence de presse, des représentants du Fonds Bruno Manser sont allés à Lophukovo, de l'autre côté du massif. Ils ont été choqués par l'importance des coupes dans les forêts. Dans la région, la grande majorité des coupes rases est effectuée pour de soi-disant raisons sanitaires. Pour en obtenir l'autorisation, il faut démontrer que la forêt est atteinte par des maladies ou des parasites tels que les scolytes. Les compagnies d'abattage sont prêtes à payer 10.000 euros pour une déclaration écrite confirmant le mauvais état sanitaire d'une certaine zone de forêt. Il semble que le bakchich standard payé au service forestier s'élève à 5 dollars le mètre cube.

Nous sommes déterminés à augmenter nos efforts pour informer le public européen, les institutions européennes à Bruxelles et la communauté des ONG, et les encourager à soutenir le groupe «Free Svydovets» dans ses efforts pour arrêter ce projet absurde et destructeur. Il est important de comprendre que ce groupe a réussi à devenir indéniablement l'un des premiers mouvements écologiques nationaux en Ukraine.

Nicholas Bell, FCE France

* Voir Archipel n° 265, 267, 270

MIGRATIONS

Politiques européennes

Le message est on ne peut plus clair: nous ne voulons plus accepter personne, encore moins si le refus de laisser entrer (en Europe) risque de tuer. C'est, en substance, ce que diffusent désormais plusieurs gouvernements de l'Union européenne (UE).

A commencer, bien sûr, par le nouveau gouvernement italien, formé le 31 mai 2018, et son ministre de l'Intérieur issu de la «Ligue» (ex-Ligue du Nord), Matteo Salvini. Ainsi que le gouvernement autrichien, basé sur une coalition entre la droite, le «Parti du peuple d'Autriche» (OeVP, chrétien-démocrate), et l'extrême droite sous forme du «Parti de la liberté d'Autriche» (FPÖ), formée à la mi-décembre 2017 et au sein de laquelle le FPÖ cumule les ministères clés de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires étrangères. Ce qui signifie aussi le contrôle sur la totalité des «services» de police et de renseignement. Ça tombe très bien: c'est, depuis le 1^{er} juillet 2018 et jusqu'à la fin de l'année en cours, l'Autriche qui assure la présidence de l'UE. Son gouvernement a d'ailleurs assez nettement annoncé la couleur, en élaborant une note dont l'existence n'a pas été officialisée, mais qui a tout de même été présentée à une réunion d'expert-es – informelle – des 28 Etats membres de l'Union, tenue les 2 et 3 juillet 2018 à Vienne. Selon sa version couchée ici sur papier, il n'y aurait plus de droit d'asile en Europe, en tant que droit individuel opposable. Les demandes de protection internationale sur le fondement de la Convention de Genève (28 juillet 1951), autrement dit les demandes d'asile, devraient sans exception être présentées en dehors du territoire de l'UE. Pour ce faire, les dirigeants autrichiens prévoient de créer des

«hot-spots»; des centres de tri fermés, implantés sur le territoire de pays extérieurs à l'UE. Ceux et celles qui seraient finalement acceptés pourraient ensuite prendre un moyen de transport vers l'Europe, les autres resteraient «enfermés dehors» (hors du continent), on imagine bien, sans aucun recours possible, ou alors avec un recours extrêmement théorique par visioconférence. Un recours à distance par exemple devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) en France, sans avoir jamais rencontré aucune personne dans cette juridiction. L'ensemble des pays de l'Afrique du Nord, dont seule la Tunisie mérite à moitié le qualificatif de démocratie (bourgeoise), est prospecté en ce sens, mais parmi eux surtout la Libye. Un pays dont on connaît les conditions paisibles voire paradisiaques pour les migrant-es (et autres), surtout depuis le reportage de la chaîne nord-américaine CNN diffusé en novembre 2017 et qui établissait l'existence de marchés aux esclaves pour Subsahariens en Libye. Sebastian Kurz, qui est, à 31 ans, le chef du gouvernement de coalition au pouvoir à Vienne, y rétorque que la guerre n'est pas partout en Libye; il y aurait donc des coins agréables à trouver. Le royaume du Maroc, quant à lui, a déclaré officiellement, le 28 juin 2018 par la voix de son ministre des Affaires étrangères, qu'il ne souhaite pas voir l'implantation de tels centres sur son territoire. Le gouvernement italien pous-

se parfaitement dans le même sens. Ayant interdit l'entrée des ports italiens au navire humanitaire «Aquarius» (affrété par des ONG françaises et allemandes), Salvini a depuis lors annoncé qu'il ne souhaitait plus du tout voir, pendant tout l'été de l'année en cours, les ONG de sauvetage des migrants dans les zones maritimes de «son» pays. Les assimilant ainsi aux «passeurs», en jouant sur le double rôle qu'incarnent ces derniers en réalité. En effet, la figure du «passeur» désigne celui qui procure un service parfois vital: le passage d'une frontière fermée, mais aussi de celui qui exploite la personne vulnérable, économiquement ou sexuellement par exemple, pour se faire payer (très cher) ce service. La fermeture des frontières crée un marché pour les mafias, auxquelles le discours raciste assimile à son tour toutes et tous ceux et celles qui, pour des motivations diverses, aident les migrant-es sur leur route. Le 12 juillet, Salvini a encore radicalisé cette politique.

Lors d'un sommet qui s'est déroulé à Innsbruck (Autriche) rassemblant les 28 ministres de l'Intérieur européens, il est venu annoncer aux autres pays membres de l'UE sa volonté de fermer les ports italiens, non seulement aux ONG mais aussi aux missions internationales «institutionnelles» qui sauvent les migrants en haute mer. Le 7 juillet, il avait ainsi interdit l'entrée du port de Messine à un navire irlandais participant à l'opération «Eunavformed»*, avec 106 migrants à bord, sous prétexte qu'il revenait à Malte de les accueillir puisque l'opération de secours avait été organisée depuis La Valette. Alors que le gouvernement du Parti travailliste de Malte a bloqué, le 4 juillet, un petit avion de reconnaissance d'une ONG allemande, lui interdisant le décollage pour préparer des opérations de sauvetage.

Bernard Schmidt

* Opération européenne de lutte contre les trafics en Méditerranée.

HAUT-PARLEUR

La société civile contre Monsanto

Une série de développements intervenus depuis le Tribunal Monsanto en octobre 2016 confirme la justesse des inquiétudes exprimées dans l'avis juridique consultatif. En octobre 2017, l'affaire des «Monsanto Papers» éclate.

Des résultats controversés

A la suite d'enquêtes diligentées par des cours américaines, on découvre la palette de stratagèmes élaborés par Monsanto pour faire taire les critiques, qu'elles émanent de simples citoyens, de scientifiques qui mettent en doute la sûreté des denrées alimentaires génétiquement modifiées ou même de ses propres clients, les agriculteurs devenus dépendants des semences et des pesticides. Les documents montrent comment les chercheurs de Monsanto acceptent de pratiquer le *ghost writing*: moyennant paiement, leurs publications sont publiées dans les magazines scientifiques sous le nom d'autres chercheurs «indépendants». Les manipulations de résultats d'études sont monnaie courante pour tromper les autorités de contrôle.

Ce type de stratégies peut payer. Quelques semaines seulement après les révélations des Monsanto Papers, la Commission européenne a proposé de rallonger de cinq ans l'autorisation de mise sur le

marché du glyphosate, principal composant du Roundup. Cette proposition a obtenu la majorité des voix des pays membres le 27 novembre 2017 et est entrée en vigueur dès le 12 décembre. Cet épisode illustre parfaitement l'effet pervers de ces méthodes et la puissante influence qu'exerce l'industrie sur les agences de régulation.

Il est nécessaire de rappeler qu'en 2015, le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), se basant sur l'examen d'environ 1000 études, classe le glyphosate parmi les substances «probablement cancérigènes pour l'homme» (groupe 2A, catégorie correspondant aux standards internationaux établis en fonction des connaissances scientifiques disponibles). Les experts du CIRC tiennent compte dans ce classement des informations recueillies dans les études sur les travailleurs agricoles et forestiers exposés aux épandages de Roundup. Des études de cas montrent une forme rare de can-

Le procès contre Ahmed H. en Hongrie continue!*

Nous préparons une délégation internationale d'observation et appelons à l'envoi de lettres de protestation aux ambassades hongroises en Europe.

Le procès politique contre le Syrien Ahmed H. qui a aidé sa famille sur la route de l'exil vers l'Allemagne passe en deuxième instance. L'audience est fixée au 20 septembre devant le tribunal de la circonscription de Szeged au sud de la Hongrie. C'est dans ce même bâtiment que Ahmed H. a été condamné, le 14 mars 2018 lors de la révision de son procès en première instance, à 7 ans de prison. La première condamnation en 2016 réclamait 10 ans de détention. L'accusation de terrorisme est toutefois maintenue, ce qui – selon Amnesty International et tous les autres observateurs présents – s'avère complètement infondé. Nous préparons une nouvelle équipe internationale d'observateurs pour ce procès du 20 septembre 2018 et nous vous prions de bien vouloir envoyer la lettre de protestation que vous avez reçue avec ce numéro d'Archipel aux ambassades hongroises de vos pays respectifs. Nous vous laissons le soin de trouver l'adresse pour votre pays et ainsi remplir et envoyer votre lettre. Pour l'édition suisse, l'adresse de l'ambassade de Berne est inscrite. Cette action a débuté en avril en Suisse. L'ambassade a déjà reçu des centaines de lettres mais il en faut encore beaucoup plus! Il est nécessaire d'élargir la portée de cette action aussi dans d'autres pays.

Michael Rössler, membre du FCE et du Cercle des Amis de Cornélius Koch

*voir Archipel n° 267, 269



Marcel Schaffner, Sans titre, 1990

cer, le lymphome non-hodgkinien (un cancer du sang), dont l'occurrence se multiplie chez les populations exposées au glyphosate et qui ne peut pas être expliqué par l'exposition à d'autres pesticides. Les experts trouvent également dans leurs recherches en laboratoire de nombreux indices du caractère cancérogène du glyphosate. Deux études de toxicité montrent qu'en nourrissant des souris avec du glyphosate pur, celles-ci développent des formes de tumeurs rares et pour certaines malignes. Leurs travaux mettent aussi en lumière les mécanismes déclencheurs du cancer, c'est-à-dire la génotoxicité² et le stress oxydatif. Pour garantir une objectivité et une transparence totales, le CIRC ne s'appuie que sur des études disponibles, publiées dans les revues scientifiques, et sur des sources gouvernementales. Dans le volume 112 de sa monographie, publiée le 11 août 2016, le CIRC confirme le classement du glyphosate parmi les substances «probablement cancérogènes pour l'homme», concluant: «Il existe de fortes évidences fondées sur des études sur les humains in vitro et sur les animaux montrant que le glyphosate et les mélanges à base de glyphosate sont génotoxiques.»

La fabrique de l'ignorance

Au lieu de prendre en compte les résultats du CIRC, la Commission européenne décide de se fier à la décision de l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (EFSA) et de l'Agence Européenne des Produits Chimiques (ECHA). La prin-

cipale différence entre d'un côté le CIRC et de l'autre l'EFSA et l'ECHA est que ces dernières prennent en compte des données toxicologiques provenant des industries elles-mêmes et qui ne sont pas accessibles au public, cela semble même être leur principale source d'information. Le 15 mars 2017, sur la base d'une proposition de l'Institut fédéral allemand de sécurité et de santé au travail (BAuA) et de sa division l'Agence fédérale pour les produits chimiques (BFC), le comité d'évaluation des risques de l'ECHA considère que d'après les informations disponibles on ne peut établir de lien évident entre le glyphosate et le cancer chez l'être humain et que le glyphosate ne devrait pas être classé comme une substance mutagène ou causant des troubles de la reproduction. Cette estimation a été établie, indépendamment des études publiées sur le glyphosate, sur les résultats des recherches conduites par l'industrie. Il faut noter par ailleurs que le comité d'évaluation des risques de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) s'est seulement prononcé sur la classification du «niveau de dangerosité de cette substance». Cette classification est basée uniquement sur les composants d'une substance pouvant représenter un danger et ne tient pas compte de la probabilité d'une exposition à ceux-ci et donc des risques qui en découlent. En ce sens, son rôle et sa méthodologie diffèrent de ceux du CIRC.

De la même façon, d'après une évaluation par les pairs du rapport

de l'Institut fédéral allemand d'évaluation des risques (BfR), l'EFSA déclare en octobre 2015 qu'«il est peu probable que le glyphosate soit cancérogène pour l'être humain». Les conclusions de l'EFSA poussent 96 chercheurs indépendants à envoyer une lettre ouverte à la Commission européenne, exhortant celle-ci à les rejeter, car elles «ne reflètent pas les connaissances scientifiques actuelles». En effet, les chercheurs ont décelé que le *peer review* contenait des passages entiers simplement copiés-collés de documents provenant de Monsanto lui-même, qui domine le marché des herbicides à base de glyphosate avec son produit phare, le Roundup.

Comme notifié par le Parlement européen dans sa résolution du 24 octobre 2017, les documents internes de Monsanto concernant le Roundup, qu'il a été contraint de rendre publics du fait de la plainte déposée contre lui aux Etats-Unis par des travailleurs agricoles touchés par un lymphome non-hodgkinien suite à leur exposition au glyphosate, «jettent le doute sur la crédibilité de certaines études, tant celles sponsorisées par Monsanto que celles supposées être indépendantes et utilisées par l'EFSA et l'ECHA pour évaluer la sécurité sanitaire du glyphosate».

Un monopole inquiétant

Et ce n'est pas tout. Durant la période qui a suivi la tenue du Tribunal, Monsanto a réclamé à la fon-

dateion Avaaz, par le biais d'une requête devant une cour de justice américaine, la restitution de toutes les données internes de sa campagne contre la multinationale; à savoir tous les documents concernant Monsanto, le CIRC, le glyphosate et les pesticides contenant du glyphosate. La demande a été provisoirement rejetée et à l'heure où ce texte est écrit le débat est encore ouvert³, mais on peut déjà voir dans cette manœuvre une tentative pour dissuader tous les activistes de remettre en cause l'hégémonie de la firme dans le domaine de la production alimentaire ainsi que son influence sur les autorités de régulation. Le rachat de Monsanto par Bayer pour 66 milliards de dollars amènera à une concentration du marché des semences et de l'agrochimie, qui va restreindre encore un peu plus la possibilité de choix des agriculteurs, freiner l'innovation et réduire à peau de chagrin la diversité dans nos assiettes. Il est utile de se souvenir que jusque dans les années 1970, la reproduction commerciale des plantes relevait presque entièrement du domaine public, de coopératives productrices et d'entreprises familiales. Par la suite, plusieurs entreprises spécialisées dans les produits pharmaceutiques et phytosanitaires ont commencé à racheter des entreprises semencières, animées par l'espoir de créer une synergie entre la production de plantes et le développement des pesticides. Alors que dans les années 1970, aucune entreprise

La firme Monsanto enfin jugée coupable

Un procès historique s'est déroulé aux Etats-Unis contre l'herbicide Roundup, précédé par l'interdiction provisoire du glyphosate prononcée par un tribunal brésilien.

Début août, la multinationale agrochimique Monsanto a pour la première fois de son histoire été condamnée pour les effets cancérogènes de son herbicide Roundup contenant du glyphosate. Le tribunal de San Francisco condamne l'industriel faisant désormais partie du groupe allemand Bayer à payer un total de 289 millions de dollars (253 millions d'euros) de dommages et intérêts à la victime Dewayne Johnson, atteint de cancer. Les risques liés à l'utilisation de son produit n'ont pas été clairement spécifiés par la firme Monsanto. Johnson a aujourd'hui 46 ans et plus que quelques mois à vivre. Un cancer des ganglions lymphatiques lui a été diagnostiqué en 2014 et il en tient pour responsable l'herbicide Roundup. Le tribunal a largement suivi ce raisonnement. Johnson travaillait comme gardien dans le système scolaire californien et manipulait alors régulièrement l'herbicide de Monsanto. Cette sentence ouvre de nouvelles perspectives pour les 5000 autres plaintes déjà déposées aux Etats-Unis. Monsanto rejette bien évidemment toute responsabilité et fait appel. L'annonce de la sentence a fait plonger drastiquement le cours de l'action de Bayer AG.

Monsanto nous empoisonne. Ce jugement en Californie redonne de l'espoir à toutes les victimes partout dans le monde.

Peu avant l'annonce de cette condamnation aux Etats-Unis, un tribunal fédéral du Brésil suspendait l'autorisation d'utilisation du glyphosate – une annonce qui a fait beaucoup moins de bruit et qui pourrait toutefois avoir au moins autant, sinon plus, de portée. Ce jugement de première instance peut encore être remis en question, ce qui ne diminue en rien l'importance de ce signal. Selon la décision de la juge fédérale, aucun nouveau produit contenant le réactif ne pourra être commercialisé au Brésil et les produits actuellement commercialisés devraient être interdits dans les plus brefs délais. Cette mesure sera appliquée jusqu'à ce qu'un jugement tranche sur la nocivité du glyphosate. D'ici la fin de l'année 2018, l'Agence de surveillance de santé brésilienne (ANVISA) doit se prononcer sur cette question, après s'être laissé un temps de réflexion de plus de 10 ans. Ceci pourrait être une nouvelle pilule bien amère à avaler pour le groupe Bayer: le Brésil est le deuxième plus grand acheteur mondial de Roundup, utilisé en masse pour les cultures de soja et de maïs transgéniques.

ne pouvait prétendre posséder à elle seule ne serait-ce que 1% du marché global des semences, aujourd'hui ce sont 60% des semences mondiales et 70% du marché des pesticides qui sont entre les mains de seulement 6 industriels. Si les projets actuels de fusions aboutissent, à savoir le rachat de DuPont par Dow Chemicals, de Syngenta par ChemChina et de Monsanto par Bayer (Ndlr: rachat finalisé le 7 juin 2018), les trois entreprises restantes domineraient en véritables géantes plus de 60% du chiffre d'affaires mondial des semences et pesticides et le nouveau poids lourd «Baysanto» presque un quart du marché mondial.

La société civile est de plus en plus sensibilisée à ces questions. Le 25 janvier 2017, l'initiative citoyenne européenne «Stop Glyphosate» a appelé la Commission européenne à proposer aux pays membres d'interdire le glyphosate, de réformer les procédures d'autorisation de mise sur le marché des pesticides et de mettre en place partout en Europe des quotas contraignants de réduction de ces produits. L'initiative, signée par 1.070.868 citoyens d'au moins 7 pays membres, a été remise à la Commission européenne le 6 octobre 2017. Elle a été signée après cette date par 116.879 personnes

de plus, ce qui fait un total de 1.187.744 signatures.

«Celui qui veut agir trouve un moyen. Celui qui ne veut rien faire trouve un prétexte.» Ce proverbe arabe décrit très bien l'engagement des activistes qui ont mis sur pied le Tribunal Monsanto, ont travaillé des mois à sa réalisation et à sa publicité, et continuent à œuvrer pour la suite. Si le Tribunal Monsanto a été amené à rechercher des preuves dans le passé, les évolutions récentes montrent que les thèmes traités sont toujours d'une brûlante actualité. Le Tribunal nous met en garde avec insistance devant le danger que représente la concentration grandissante des pouvoirs dans l'industrie des pesticides et des semences. Prenons cette mise en garde au sérieux!

Olivier de Schutter

Professeur à l'Université Catholique de Louvain, ancien rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation (2008-2014)

1. L'avis juridique consultatif des juges peut être consulté sur <<http://de.monsantotribunal.org/>>

2. Substance pouvant compromettre l'intégrité physique du génome.

3. Depuis, la cour suprême de l'Etat de New York a demandé à Avaaz de rendre à Monsanto tous les documents internes collectés pour sa campagne contre le glyphosate: chaque mail privé, notice ou enregistrement faisant référence à Monsanto. Avaaz a fait appel de cette décision et collecte des fonds pour poursuivre le combat judiciaire contre Monsanto.

nes. L'absurdité morbide d'une telle conception ne choque personne et lui vaut au contraire une popularité internationale.

Aussi, certains biologistes viennent même à soutenir le plus sérieusement du monde que «la vie n'existe pas!»². Ce qui est une manière astucieuse et élégante de définir l'étrange objet de la biologie!

L'erreur de ces biologistes est ici de croire qu'en étudiant la matière des êtres vivants, faite de macromolécules d'ADN et de protéines notamment, ils vont comprendre l'organisation dynamique qui est le propre des êtres vivants. L'historien de la biologie André Pichot en vient à dire que l'étude de la seule matière des êtres vivants ne peut en aucun cas déboucher sur la découverte des «secrets de la vie»; cette biologie qui n'étudie pas les êtres vivants est donc plutôt une biochimie trop présomptueuse: «Aujourd'hui, on a l'impression que ce que vise la biologie n'est pas tant l'étude de la vie (ou des êtres vivants en ce qu'ils ont de spécifique relativement aux objets inanimés) que sa pure et simple négation, le nivellement et l'unification de l'univers par la physico-chimie.[...] Qu'on ne se méprenne pas; nous ne méconnaissons pas l'intérêt de la biochimie; ce que nous critiquons, c'est cette singulière perversion de la biologie qui consiste à lui donner pour fin la négation de son objet et, par conséquent, d'elle-même en tant que science autonome. Un réductionnisme suicidaire qui n'est pas tant imposé par les résultats de la biochimie que par la médiocre «philosophie spontanée» de maints biochimistes.»³

Pour Pichot, les biologistes ne se sont pas attachés à déterminer ce qui fait la spécificité des êtres vivants par rapport aux objets inanimés qu'étudient les sciences physiques, et également par rapport aux objets animés, aux machines, dont la construction est permise par les connaissances et les «lois de la nature» que découvrent ces mêmes sciences.

Les biologistes qui soutiennent que «la vie n'existe pas!» ou qui assimilent les êtres vivants à des «machines complexes» ne sont que la conséquence logique d'une irreflexion générale sur la nature des êtres vivants qui traverse toute la biologie moderne. Ils considèrent que la méthode scientifique expérimentale est non seulement suffisante, mais qu'elle est la seule manière véritablement scientifique d'analyser le vivant.

Cette manière de voir est en effet opérationnelle puisqu'elle révèle les mécanismes à l'œuvre chez les êtres vivants. Mais ce n'est pas parce que l'on observe des mécanismes que l'on a forcément affaire à une machine. La différence réside jus-

tement dans la manière dont les mécanismes s'articulent entre eux: dans la machine, les rouages ont des rapports fixes et déterminés une fois pour toutes par l'ingénieur, son organisation est un solide articulé; chez l'être vivant, les mécanismes peuvent se recomposer (développement) et parfois créer de nouvelles combinaisons (évolution), son organisation est semi-fluide. Comme Jean-Baptiste Lamarck (1744-1829)– l'inventeur de la biologie en tant que science à part entière – l'avait déjà noté: l'être vivant est «un corps qui produit lui-même sa propre substance»⁴ à partir de celle qu'il puise dans son milieu; alors qu'une machine ne peut que transformer la matière qui la traverse.

Cette application sans discernement de la même méthode à des objets pourtant différents a de graves conséquences pour l'étude des êtres vivants: «*L'inadéquation fondamentale du vivant au cadre d'investigation emprunté à la physique classique engendre une pathologie chronique en biologie: la fraude, sous tous ses aspects, mais également l'introduction systématique de critères idéologiques, extra-scientifiques, dans l'adhésion, la vérification et la diffusion d'une théorie plutôt qu'une autre, ces deux aspects de la pathologie en question étant, bien entendu, intimement liés.*»⁵

Fraude au sens large, puisqu'il ne s'agit pas ici de falsification de données ou de résultats d'expériences mais plutôt de faire entrer de force l'objet d'étude dans les limites trop étroites de la méthode scientifique expérimentale. D'une part, en formulant sur la base de résultats partiels des hypothèses qui sont ensuite érigées en théories générales ou des métaphores qui deviennent des modèles. Et d'autre part, à partir de ces hypothèses généralisées et de ces métaphores, en mettant de côté– le plus souvent par habitude et involontairement, car ils ne sont pas ce qui est recherché– les faits et aspects qui ne cadrent pas avec ces théories ou que ces modèles ne peuvent appréhender.

Sur l'angle mort de la biologie moderne– soit rien de moins que la définition de son objet!– vont venir se greffer toute sortes d'idées étranges et de concepts curieux qui tenteront d'expliquer les êtres vivants et de rendre compte de leurs innombrables manifestations. C'est ainsi qu'une bonne partie des notions utilisées en biologie relèvent de ce que le philosophe et historien des sciences Georges Canguilhem a appelé l'idéologie scientifique⁶. Faute de définition rigoureuse et claire de son objet, la biologie emprunte au domaine social, politique, économique ou au monde industriel les éléments et les idées

SCIENCE ET CONSCIENCE

La biologie moderne dans l'impasse

La biologie moderne n'a jamais abordé le problème de savoir ce qu'est un être vivant. Elle se contente de considérer qu'ils sont comparables à des machines fort complexes. Les biologistes confondent ainsi la conception mécaniste de la vie, propre à la méthode des sciences, avec une vision machiniste du vivant, spécifique à la société capitaliste et industrielle. Cette biologie, tout comme la société dont elle soutient les ambitions de contrôle et de maîtrise du vivant, est aujourd'hui dans une impasse mortifère. Première partie.

L'étrange objet de la biologie

La biologie moderne conçoit l'être vivant comme une sorte d'usine biochimique dirigée par un programme génétique, lui-même écrit par la sélection naturelle au cours de l'évolution des espèces, où seuls les mieux adaptés à la lutte pour la vie ont pu survivre et se reproduire en nombre. Poussée jusqu'à ses dernières extrémités, c'est-à-dire jusqu'à l'absurde, cette conception

inspire au biologiste britannique Richard Dawkins sa théorie du «gène égoïste»: «Nous sommes des machines à survie, des robots programmés à l'aveugle pour préserver les molécules égoïstes connues sous le nom de gènes.»¹

Pour ce biologiste, l'être vivant n'existe pas pour lui-même, il n'est que la marionnette de son information génétique, un pantin possédé par la puissance occulte de ses gènes.

pour tenter d'appréhender le vivant. L'idéologie scientifique n'est pas une théorie à proprement parler, mais plutôt un système d'idées, des idées qui font système, c'est-à-dire qui s'enchaînent logiquement, se soutenant les unes les autres au-dessus de la réalité dont elles prétendent rendre compte, en emprisonnant la pensée dans le cercle vicieux des définitions et références circulaires. Ensuite, ces idées reviennent vers la société et servent à justifier «scientifiquement» l'ordre existant.

Or, plus que toute autre, la connaissance du vivant nous touche de près, étant nous-mêmes des êtres vivants. Savoir ce que sont les êtres vivants, c'est aussi mieux nous connaître nous-mêmes, mieux cerner ce qu'est l'être humain, et surtout avec comme perspective, dans le cadre de la société capitaliste et industrielle, de pouvoir mieux le contrôler et le maîtriser. La conception de l'être vivant comme machine n'est donc pas qu'une théorie scientifique en vogue dans les milieux académiques, les laboratoires de recherche et le cerveau des biologistes. Elle est le produit d'une société et elle traduit ses aspirations et ses ambitions, d'autant mieux que sa prétention à l'objectivité laisse dans l'ombre les conditions de sa genèse et de sa production.

Et aujourd'hui plus que jamais,

la conception de l'être vivant comme machine est indissolublement liée au fait que nous vivons dans une société capitaliste et industrielle: elle reflète ce que les instances qui dominent la société voudraient que le vivant soit, afin de pouvoir en faire ce que bon leur semble.

La curieuse histoire de la biologie

La biologie moderne repose actuellement sur trois piliers, en réalité trois idéologies scientifiques, qui sont apparues successivement et se sont complétées pour former une théorie unifiée ayant sa cohérence propre, mais ne faisant qu'accommoder à diverses sauces l'être vivant comme machine. Il s'agit du darwinisme et de son mécanisme de la sélection naturelle (qui prétend expliquer l'histoire de la vie sur Terre), de la génétique et de la notion d'hérédité (qui prétend expliquer la permanence et la transmission des caractères des êtres vivants d'une génération à l'autre) et de la biologie moléculaire (qui prétend rendre compte de la formation et du fonctionnement des êtres vivants à l'aide du «programme génétique»). L'histoire de la formation de ces trois principales idéologies scientifiques fait très nettement apparaître les éléments qu'elles ont importés des domaines sociaux, économiques et politiques, de «l'air du temps» propre

au développement de la société capitaliste et industrielle et qui, en retour, ont servi non seulement à justifier mais aussi à encourager ses tendances les plus mortifères.

Le darwinisme

Lorsque, dans les magazines scientifiques et dans leurs ouvrages, les biologistes font de Charles Darwin (1809-1882) le «fondateur de la biologie moderne», ce titre n'est certes pas usurpé. Mais ils ne devraient pas y voir un motif de s'en vanter et d'en être fiers: on peut dire sans trop exagérer que, depuis Darwin, la biologie s'est enfoncée dans la confusion des idées et la pauvreté de la réflexion sur le vivant.

Car Darwin ne fait pas de la biologie: il ne cherche pas à comprendre les êtres vivants pour eux-mêmes, mais à réfuter une idéologie, le créationnisme, auquel il adhéraît dans sa jeunesse. Il n'intitule pas son ouvrage *L'Évolution des espèces*, mais *L'Origine des espèces*: il cherche à comprendre pourquoi il y a différentes espèces et comment elles se différencient, en opposition à l'idée des «créations spéciales» – l'intervention directe de Dieu sur la nature – invoquées par le pasteur William Paley (1743-1805) dont il avait potassé les ouvrages, et notamment la *Théologie naturelle* (1803) au point d'en connaître par cœur l'argumentation et la rhétorique, lors de ses études de théologie à l'université de Cambridge.

Tout le mérite de Darwin – celui qui lui assure encore aujourd'hui de la réputation et du succès – est donc d'avoir arraché à la théologie naturelle l'idée de l'être vivant com-

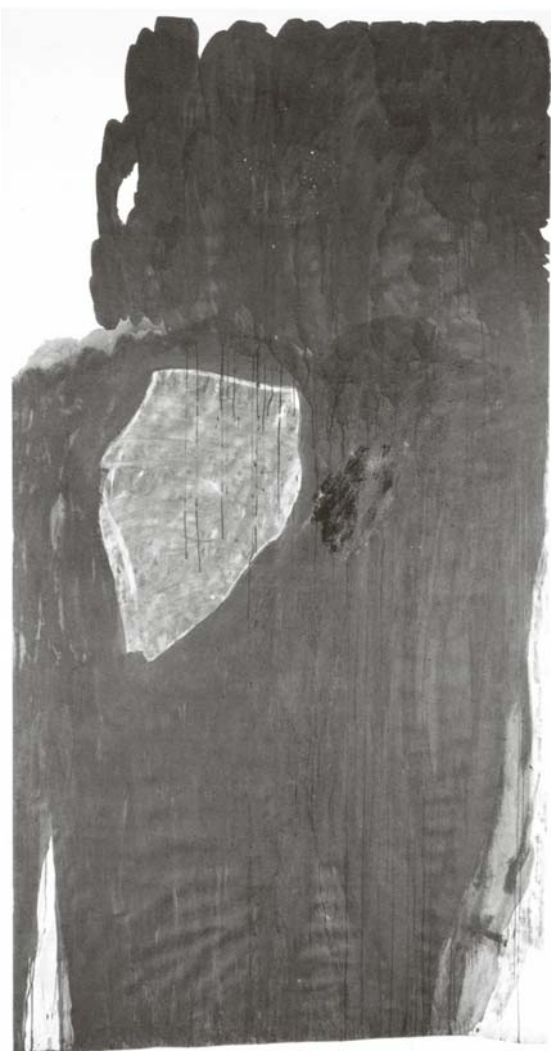
me machine et de l'avoir ramenée dans le giron de la science.

La rhétorique de «l'adaptation», de la «lutte pour la vie», de la «survie du plus apte» et de la sélection naturelle est issue en droite ligne des préoccupations ultralibérales du pasteur Thomas Malthus (1766-1834) et de bien d'autres moralistes qui cherchaient à justifier l'abolition des lois d'assistance aux indigents (poor laws) dans l'Angleterre du XVIII^e siècle – réalisée en 1834. Ces éléments idéologiques inspireront le darwinisme social, soit une naturalisation de la concurrence sur le marché capitaliste et dans la production industrielle, et les théories scientifiques raciales, popularisées par le grand vulgarisateur du darwinisme que fut Ernst Haeckel (1834-1919) dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Cet article résume les grandes lignes du Notes & Morceaux choisis n°13, intitulé Les êtres vivants ne sont pas des machines, paru en février 2018.

Bertrand LOUART
membre du FCE France

1. Richard Dawkins, *Le gène égoïste*, éd. Odile Jacob, 1976, p.7.
2. Henri Atlan, *Question de vie, entre le savoir et l'opinion*, éd. du Seuil, 1994, p. 43-44. Dans son dernier ouvrage, Atlan prétend encore «expliquer la vie sans la Vie», voir *Le vivant post-génomique, ou qu'est-ce que l'auto-organisation*, éd. Odile Jacob, 2011, p. 284.
3. A. Pichot, *Histoire de la notion de vie*, éd. Gallimard, coll. TEL, 1993, chapitre de conclusion «la notion de vie aujourd'hui».
4. Lamarck, *Hydrogéologie*, 1802, p. 112.
5. Gérard Nissim Amzallag, *La raison malmenée, de l'origine des idées reçues en biologie moderne*, CNRS Éditions, 2002, pp. 19-20.
6. Georges Canguilhem, *Idéologie et rationalité dans l'histoire des sciences de la vie*, 1977 (éd. Vrin, 2000).



Herbert Brandl, *Sans titre*, 1987-88

KIOSQUE

Le Capitalocène

Le dérèglement climatique nous aurait fait entrer dans «l'Anthropocène», cette ère géologique où, depuis l'industrialisation au XIX^e siècle, l'espèce humaine serait devenue la force écologique majeure, notamment avec ses émissions de gaz à effet de serre. Mais est-ce vraiment l'espèce humaine de manière indifférenciée, sans distinction de type de société, de classe, de genre et de «race», qui est responsable du dérèglement climatique? Des historiens ont mis en doute cette vision simpliste, en faisant de l'industrialisation fossile – et donc du dérèglement climatique – un processus résultant avant tout des dynamiques du ca-

pitalisme industriel à partir du XIX^e siècle, proposant à cette occasion un nouveau concept en substitut de celui d'Anthropocène: le Capitalocène. Armel Campagne, historien engagé, propose dans cet ouvrage une présentation de leurs critiques de l'Anthropocène, une discussion de leurs propositions pour une théorie du Capitalocène et enfin une histoire de l'essor du capitalisme fossile du XVI^e au XIX^e siècle. Cette lecture est également l'occasion d'un débat autour de la nécessité écologique d'une sortie émancipatrice du capitalisme.

Aux racines historiques du dérèglement climatique de Armel Campagne (Editions Divergences, novembre 2017)

Rétrospective partielle sur Mai 68

Le texte qui suit ne constitue pas une énième analyse de Mai 68 et de ses conséquences. Il n'est pas non plus le fait d'un historien. Son seul mérite serait de mettre (ou remettre) en mémoire la trame, non exhaustive évidemment, des «événements», assortie des traits qui nous ont parus importants. Nous avons dû faire des choix... Première partie.

Pour écrire ces lignes, nous avons largement fait appel à un certain nombre d'ouvrages déjà «anciens». Notre parti pris fut de valoriser le courage des révolutionnaires authentiques, de souligner les attitudes autoritaires et de ne pas minimiser les saloperies du gouvernement gaulliste et des complices de tous bords du pouvoir étatique.

Bref tour d'horizon économique

En France, la période précédant Mai 68 est marquée par une très forte croissance économique. L'idéologie économique domine, le maître mot est l'expansion. Une restructuration capitaliste sans précédent, assortie de subventions étatiques, voit naître des fusions et la formation de consortiums industriels, avec à la clé un renforcement du contrôle des grandes banques.

Des postes sont supprimés, mais surtout on «rationalise» le travail (taylorisation: travail parcellaire à la chaîne), instaurant des «cadences infernales» sous la férule menaçante de l'encadrement («petits chefs»...). Parallèlement, l'Etat gaulliste, tout en accumulant des réserves d'or considérables profitant des accords de Bretton Woods (1944) qui assurent la conversion du dollar en or, promet une lourde technobureaucratie qui planifie cette croissance. Les villes prennent de l'ampleur, avec la construction de quartiers périphériques constituant des cités dortoirs de grands

ensembles (ZUP avec HLM) qui côtoient des zones industrielles.

L'ennui va rapidement poindre... et le supermarché tout neuf qui a remplacé la petite épicerie de quartier ne le comblera pas longtemps; pas plus que la télévision qui équipe de plus en plus de foyers. Une crise économique en 1967-68, liée aux reconversions économiques, va avoir pour conséquence un début de chômage non négligeable, d'autant que nombre de petits agriculteurs, mais aussi de pêcheurs ou d'artisans, désormais non rentables sur le nouveau terrain économique, vont grossir régulièrement cette «armée industrielle de réserve», au grand plaisir des patrons qui en profitent pour limiter la moindre revendication de ceux qui ont du boulot – «classique» chantage – (en moins d'un an le nombre des chômeurs est passé de 270.000 à 470.000 en mai 1968). Ainsi, même si la consommation de masse est encouragée, toute une partie de la population française vit dans des conditions très difficiles et souvent extrêmement précaires. C'est le cas des jeunes issus du milieu rural que le manque d'avenir a poussé vers les villes et les centres industriels. Ils vont constituer un prolétariat «sous-qualifié», particulièrement exploité, logeant dans des endroits sordides ou dans des foyers où ils n'ont aucun droit. Il faudra compter avec eux au cours du soulèvement de Mai...

Une autre partie de la jeunesse prolétarisée qui jouera un rôle important est issue des grands ensembles et des «nouveaux» quartiers dont le cadre n'incite pas à la franche gaieté et aux activités permettant de se réaliser, d'autant que «métro-boulot-dodo» est la règle pour les parents. Toute une frange révoltée constituera les fameux «blousons noirs» qui feront peur aux bourgeois et autres «braves gens», plus à cause de leur apparence ou d'exactions supposées que de violences réelles graves. D'autres catégories de pauvres et d'exploités (plus de 10 millions de personnes) souffrent dans cette société que le capital remodèle. Il s'agit des retraités, des ouvrières spécialisées (OS), des travailleuses immigrées, des ouvriers agricoles, des apprentis mais aussi des petits paysans qui ne s'en sortent plus. Au sein de la classe ouvrière on constate de fortes différences de salaire entre Paris et la province. Le SMIG existe – il est très bas – et concerne un ouvrier sur cinq. Le temps et le rythme de travail moyens ont augmenté (autour de 45 heures par semaine), et parallèlement le respect des règles de sécurité reste à l'état de recommandation (en 1968, sur 16,5 millions de salariés, 2,5 millions d'accidents du travail sont déclarés à la sécu).

Le terrain social et politique

En 1968, les conséquences du colonialisme français restent vives et la décolonisation «violente» a laissé des traces importantes et sanglantes: guerre d'Indochine, 1945/1954 – insurrection à Madagascar en 1947 – expédition de Suez en 1956 – guerre d'Algérie, 1954/1962, après les bombardements français de mai 1945 pour écraser la révolte de Sétif et Guelma (plusieurs dizaines de milliers de morts!).

Une partie importante de la population et particulièrement de la jeunesse ne peut accepter le comportement de l'Etat qui a bénéficié de toutes les connivences – ou parfois d'une «neutralité bienveillante» – de son personnel politique, des «socialistes» à l'extrême droite. Cela va entraîner l'apparition d'un pôle radical à la gauche de la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière) et du PCF (Parti Communiste Français). Par exemple, plusieurs groupes trotskistes, quelques groupes anarchistes et maoïstes se développent; le PSU (Parti Socialiste Unifié) voit le jour... Le syndicat étudiant UNEF (Union Nationale des Etudiants de France), où s'expriment des courants révolutionnaires, atteint 100.000 membres en 1962. Parallèlement, plusieurs organisations réclamant l'indépendance des DOM-TOM prennent des positions dures.

La naissance, la renaissance de groupes, organisations ou partis ne saurait minimiser l'importance sur le terrain de la participation active d'un grand nombre de personnes non encartées. On ne peut oublier, au regard de l'importance du phénomène et compte tenu des graves conséquences, le fait que pour s'opposer à l'extrême droite, regroupée en l'occurrence dans l'OAS, et aux militaires «factieux», partisans de l'Algérie française, coupables d'attentats et autres crimes racistes, le pouvoir gaulliste a créé et largement développé des réseaux clandestins et des «polices parallèles», les fameux «barbouzes». En Mai 68, on retrouvera côte à côte les fachos de «l'Algérie française», amnistiés, libérés ou ayant échappé à la prison, et les nervis des officines gaullistes chargés initialement de combattre les premiers afin d'assurer une répression sévère, voire meurtrière... Les CDR (comités de défense de la République) auront alors carte blanche et se déchaîneront contre les grévistes et les militants révolutionnaires. A la veille des «événements de Mai», les partis de droite organisent des transactions, les partis de gauche traditionnels – tous convaincus de parlementarisme – recherchent la mythique «unité», le syndicalisme, bien que désuni, a définitivement opté pour le réformisme social, en dépit des oppositions des minorités anticapitalistes et anarcho-syndicalistes. La CNT - AIT (Confédération Nationale du Travail - Association Internationale des Travailleurs) regroupe des anarcho-syndicalistes, mais son existence est plutôt symbolique. Toutefois dans les mois qui précèdent Mai, dans les colonnes de son mensuel «Le Combat syndicaliste», deux remarquables articles: «Vive l'Action Directe» et «Le volcan gronde» énoncent des éléments que les «événements» mettront sur le devant de l'actualité.

Il convient de faire une remarque particulière concernant la CFDT née d'une scission en 1964 du syndicat chrétien CFTC: la jeune CFDT [elle a bien changé depuis et s'est vite débarrassée de celles et ceux qu'elle nomma «les moutons noirs»!] même si ses oripeaux chrétiens lui collent à la peau, accepte dans ses rangs des militant·es d'extrême gauche et divers contestataires exclus ou fuyant les staliniens, largement majoritaires à la CGT où le PCF fait la pluie et le beau temps. Elle fait figure de syndicat d'ouverture perméable aux idées contestataires; elle ne tardera pas d'ailleurs à lever l'étendard de l'autogestion (ses heures de gloire, elle les aura au cours du conflit Lip à Besançon...).

Siete Nubes

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ... N° à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse

Nom:

Adresse:

Pays:

Profession/Organisation:

Tel.: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: Forum Civique Européen, PC 40-8523-5

St Johans-Vorstadt 13, CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier, F-04300, Limans